

[Accueil](#) / [France - Monde](#) / [Société](#)

## Face au mal-être, les souhaits du secteur social et médico-social

[f](#) [t](#) [in](#) [🖨](#) [✉](#)**Société, Lot-et-Garonne**

Publié le 30/10/2021 à 05:12

**Les professionnels du secteur sanitaire, social et médico-social sont en souffrance. Ils se sont regroupés ce mercredi afin d'évoquer leurs doléances.**

Pour s'occuper des plus vulnérables, il ne faut pas soi-même être en situation de vulnérabilité." Ces mots sont ceux de Georges Lalande, directeur de l'association Relais. Ce 27 octobre, lui, plusieurs dirigeants associatifs de Nouvelle-Aquitaine du secteur sanitaire, social et médico-social se sont rassemblés à l'Agropole d'Estillac. Ensemble, ils "se mobilisent pour les revalorisations salariales des oubliés du Ségur".

"En dix ans, le pouvoir d'achat des salariés des structures associatives a baissé de 25 %, faute de moyens autorisés par les pouvoirs publics", dénoncent les dirigeants de structures associatives.

### inégales

Le Ségur de la Santé a abouti à la signature d'accords salariaux pour la fonction publique hospitalière prévoyant notamment un complément de traitement indiciaire à hauteur de 183 € nets par mois. Puis, en 2020, un comité interministériel du handicap a chargé Michel Laforcade, ancien directeur de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, d'une mission sur

l'attractivité de ces métiers, les métiers de l'autonomie. Les dirigeants associatifs évoquent "des avancées en demi-teinte et des espoirs déçus".

Les revalorisations salariales ne conviennent pas, jugées "inégaies". Georges Lalande insiste : "L'enjeu majeur pour nous est la perte d'attractivité du secteur pour différentes raisons. L'augmentation salariale est un enjeu majeur." Si, "la revalorisation des professionnels des établissements de santé et des Ehpad en 2020 est un effort inédit", les employeurs déjà précités regrettent que "malgré les annonces gouvernementales, aucune mesure n'a [it] été retenue pour les professionnels de l'accompagnement le PLFSS 200 (projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale, NDLR)." Et d'ajouter : "Le secteur social, bien que mentionné dans l'accord de méthode, ne fait l'objet d'aucun engagement ferme et aucun calendrier n'a été annoncé."

### de futures grèves ?

De plus, des établissements "ne disposent pas toujours des financements suffisants", le manque "pouvant atteindre 40 % du coût total de cette mesure."

Autant de raisons qui font craindre une perte d'attractivité de ces métiers. Roger Damaza, président adjoint d'Andapei 47 (Association nouvelle départementale des amis et des parents d'enfants en inclusion), accuse l'État de "dévalorisation et de non-reconnaissance", entraînant "démotivation professionnelle, absentéisme, difficultés de recrutement pour l'ensemble des métiers du secteur. La double peine est de voir les structures en sous-effectif, compliquant les conditions d'exercice. "Quand on est trop épuisé, on peut être malveillant sans le vouloir et ça c'est terrible", souffle une salariée, présente ce mercredi. "Que feront-ils le jour où il n'y aura plus personne pour l'aide à domicile ? Parce que c'est demain, si ça continue comme ça. À l'hôpital les gens partent, dans l'aide à domicile aussi. Que feront les personnes âgées et handicapées chez elles ?"

Ce type de mobilisation a eu lieu un peu partout en France, dans chaque département. Chacun s'organise. De potentielles grèves et mobilisations sont à prévoir.

### Qui sont-ils ?

Les salariés en questions œuvrent dans le secteur de l'accompagnement des situations de handicap, du grand âge, de la protection de l'enfance, de la lutte

02/11/2021 14:05

Face au mal-être, les souhaits du secteur social et médico-social - ladepeche.fr

contre les exclusions, de la protection juridique des majeurs, du dépistage et de la prévention, des soins infirmiers.



**Étienne Estarellas**